



CHAPITRE 43

LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé du département des terres et forêts*.

SECTION I

DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

2. Le ministre des terres et forêts, désigné sous le nom de "ministre" dans la présente loi et dans les lois qu'il est chargé de mettre à exécution, a l'administration et la direction du département des terres et forêts. S. R. (1909), 1519.

3. Ses fonctions, pouvoirs et devoirs sont les suivants:

1° Il a, par toute la province, la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache à l'administration et à la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent, sauf quant aux terres mises à la disposition du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries;

2° Il a la gestion des biens en déshérence;

3° Il a l'administration des biens des jésuites, du domaine de la couronne et de la seigneurie de Lauzon;

4° Les réserves de forêt sont placées également sous sa direction et son administration;

5° Il remplit tous les devoirs et possède tous les pouvoirs de l'arpenteur général de l'ancienne province du Canada, quant aux matières qui se rapportent à cette province;

6° Il est chargé de l'administration et du contrôle de la protection contre les incendies dans tous les territoires appartenant à la couronne, ainsi que dans tous les bois et forêts placés sous sa juridiction. S. R. (1909), 1520; 8 Geo. V, c. 30, s. 1; 11 Geo. V, c. 33, s. 1; 14 Geo. V, c. 27, s. 1.

Administration
du département.

Fonctions du
ministre:

Administra-
tion des terres
publiques;

Biens en dés-
hérence;
Biens des jé-
suites, etc.;

Réserves
forestières;

Arpentage du
domaine pu-
blic;

Protection
contre les
incendies.

Rapport à la
Législature.

4. Le ministre soumet annuellement à la Législature, dans les dix jours qui suivent le commencement de chaque session, un rapport des affaires qui relèvent de son département pendant l'année expirée. S. R. (1909), 1521.

Publication
d'une liste
des terres en
vente.

5. Il fait préparer, quand il le juge opportun, et publier ou annoncer de la manière la plus convenable pour donner des informations générales, une liste des terres publiques à vendre dans les différents cantons de la province. S. R. (1909), 1522.

Transmission
aux se rétai-
res-trésoriers
des municipa-
lités de comté
d'une liste des
terres concé-
dées.

6. Il transmet, aussi tôt que possible chaque année, au secrétaire-trésorier de chaque municipalité de comté, une liste des terres publiques vendues, concédées, louées, appropriées ou réservées en faveur de toute personne, ou pour lesquelles il a été accordé des permis d'occupation dans telle municipalité de comté, pendant l'année alors expirée, et pour lesquelles il n'a pas été donné de lettres patentes. (*)

Taxes sur les
terres concé-
dées.

Ces terres sont sujettes aux taxes imposées dans les cantons où elles sont respectivement situées, à compter de la date de la vente, du permis, ou de l'appropriation, et, lorsqu'elles sont vendues pour taxes, l'acquéreur n'a sur elles que les droits qu'avait la personne qui relevait de la couronne au temps de la vente.

Avis de l'an-
nullation des
concessions.

Il donne, de la même manière, à chaque tel secrétaire-trésorier, avis de l'annulation des permis d'occupation, ventes, concessions, baux, locations ou appropriations, et au registrateur du comté ou de la division d'enregistrement, avis de l'annulation de toutes lettres patentes de terres situées dans tel comté ou telle division d'enregistrement; et, à compter de ce moment, la terre affectée cesse d'être sujette aux taxes, jusqu'à ce qu'elle soit revendue, baillée ou concédée de nouveau. S. R. (1909) 1523.

Effet quant
aux taxes.

Pouvoirs et
devoirs du
ministre
quant à l'ar-
pentage.

7. Les pouvoirs et devoirs du département et la charge d'arpenteur général de l'ancienne province du Canada, quant à ce qui regarde leur exercice et leur accomplissement en cette province, sont exercés et remplis par le ministre ou par son sous-ministre ou les commis de son département ou bureau, ou par toute personne qu'il autorise à cette fin sous sa signature, et de telle manière ou sous telle désignation d'emploi qu'il peut déterminer, avec autant d'effet que s'ils avaient été exercés et exécutés par l'arpenteur général. S. R. (1909), 1524.

(*) Quant aux lettres patentes, voir Loi du secrétariat, chapitre 18, article 5.

SECTION II

DU SOUS-MINISTRE ET DES AUTRES EMPLOYÉS

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil, nomme un ^{Sous-ministre.} sous-ministre des terres et forêts, lequel est désigné, dans la présente loi et dans les lois que le ministre est chargé d'exécuter, sous le nom de "sous-ministre."

Il nomme en outre tous les officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département. ^{Autres employés.} S. R. (1909), 1525.

9. Il peut nommer des officiers et agents pour mettre à effet les dispositions de la présente loi et des lois que le ministre est chargé d'exécuter, ainsi que les arrêtés en conseil faits en vertu de ces lois. ^{Nomination de fonctionnaires et d'agents.}

Ces officiers et agents sont payés de la manière et aux taux qui sont prescrits par arrêté en conseil. ^{Leur rémunération.} S. R. (1909), 1526.

10. Sans préjudice du contrôle du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres officiers, employés, messagers ou serviteurs et le contrôle général des affaires du département. Ses ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre et son autorité est censée être celle du chef du département, en sorte qu'il peut valablement apposer sa signature officielle, et par là donner force et autorité aux actes, reçus, permis d'occupation, contrats de vente, billets de location, lettres patentes, adjudications, révocations de vente et de location, et tous autres documents quelconques qui sont et peuvent être du ressort du département. ^{Pouvoirs et devoirs du sous-ministre.}

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de révoquer, lorsqu'il le juge opportun, en tout ou en partie, les pouvoirs du sous-ministre. ^{Révocation de ses pouvoirs.} S. R. (1909), 1527.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil exige du sous-ministre et de tout agent nommé sous lui, un cautionnement pour la bonne exécution de leurs devoirs. ^{Cautionnements du sous-ministre et des agents.} S. R. (1909), 1528.

SECTION III

DES AGENCES ET DES AGENTS

12. Pour les fins de l'administration des terres et des forêts publiques, le lieutenant-gouverneur en conseil peut diviser la province en agences et sous-agences et, lorsqu'il le juge opportun, en augmenter ou diminuer le nombre; il peut également fixer ou changer les délimi- ^{Division de la province en agences.}

tations respectives de ces agences ou sous-agences. S. R. (1909), 1529.

Sous-agents. 13. Chaque agent des terres de la couronne peut, si la chose devient nécessaire, par suite de l'étendue de l'agence ou de la multiplicité des affaires, se nommer un député pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions; mais pour être valable, cette nomination doit être approuvée par le ministre.

Leurs de-voirs. Ce député remplit les devoirs de l'agent, en cas de maladie ou en l'absence de ce fonctionnaire, et tous autres devoirs qui lui sont assignés par le ministre. S.R. (1909), 1530.

Devoirs des agents. 14. Les devoirs des agents comprennent la vente ou la location des terres publiques mises en vente, autres que les terres à culture; l'octroi des permis de coupe de bois sur ces terres, ou sur les terres mises en réserve pour cet objet; la perception des arrérages dus; le règlement des difficultés provenant des réclamations opposées; l'inspection des terres; la protection du domaine public contre toute transgression et déprédation, dans les limites de leur juridiction respective; et tels autres devoirs ne dérogeant pas aux dispositions de la loi, que le ministre peut leur prescrire, et qui sont exercés sous la direction et conformément aux instructions du ministre. S. R. (1909), 1531; 11 Geo. V, c. 33, s. 2.

Nomination d'inspecteurs des agences. 15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer le nombre d'inspecteurs des agences des terres et des bois de la couronne jugé nécessaire, avec le traitement qu'il estime juste.

Devoirs des inspecteurs. Les agences doivent être visitées et inspectées par un inspecteur au moins deux fois par année et en outre chaque fois qu'une inspection est ordonnée par le ministre.

Cet inspecteur veille à ce que les livres de l'agence soient tenus en bon ordre et que toutes les entrées qui doivent y être faites y aient été consignées.

Il doit instruire l'agent sur tous ses devoirs et le mettre en état de les remplir avec connaissance et ponctualité.

Il doit entendre les plaintes qui sont faites contre les agents des terres au cours de ses inspections, et faire enquête complète sur ces plaintes.

Il doit sans délai faire rapport au département de chaque inspection et de chaque enquête. S. R. (1909), 1532.